

Les femmes, nouvelle matière grise des pays du Golfe

Golfe

Posté par: Karim

Publiée le : 26/11/2009 1:11:23

Warda s'imagine en "première ambassadrice femme" du Qatar, Rhoda se projette dans le business, Latifa veut devenir journaliste, genre CNN. C'est peu dire que les jeunes femmes du Golfe sont ambitieuses. Depuis que ces pays se sont lancés avec toute la force de leurs pétrodollars dans l'enseignement supérieur, couvrant leurs petits pays d'universités, la plupart américaines et prestigieuses, Emiraties, Qataries, Omanaises ou Koweïties ont investi les universités au point d'y être majoritaires dans la plupart d'entre elles.

Encore souvent mineures politiquement et économiquement, les jeunes femmes sont parties à la conquête des diplômes, encouragées par le discours politique dominant en faveur de l'éducation et par le marché de l'emploi. Au point que le ratio s'établit désormais au Qatar, aux Emirats mais aussi au Koweït à trois étudiantes pour un étudiant !

Décrites comme "plus motivées" que leurs homologues masculins, les filles se sentent pousser des ailes. A Doha, sur les 2 500 étudiants répartis dans les six universités américaines rassemblées à Education City, un campus ultramoderne, les filles représentent actuellement 70 % de l'effectif. Elles sont également surreprésentées à l'université du Qatar (8 600 étudiants, 76 %) où les deux sexes étudient séparément. Dans les Emirats, 65 % des jeunes inscrits à l'université sont des étudiantes.

Même la très conservatrice Arabie saoudite a ouvert, fin septembre, une université mixte. Quelques mois auparavant, le roi Abdadallah avait inauguré une université publique pour femmes. Au Bahrein, l'université du même nom ainsi que l'université du Golfe arabe, les deux institutions les plus importantes du pays, les jeunes femmes représentent respectivement 67 % et 72 % des étudiants. Cette envolée s'opère cependant dans des pays où le pourcentage des jeunes inscrits à l'université reste faible : 33 % au Bahrein, 19 % au Koweït, 18 % en Oman, 29 % en Arabie saoudite, 23 % aux Emirats, selon les chiffres fournis par l'Unesco.

Plusieurs raisons expliquent cet engouement. L'offre a réellement suscité la demande. Les familles qui répugnaient, pour des raisons culturelles, à envoyer leurs filles faire des études à l'étranger, une démarche fréquente pour les garçons, ont trouvé dans ces universités de quoi les satisfaire.

"Le gouvernement a créé un environnement favorable tel que les familles ont le sentiment que la démarche d'envoyer les jeunes femmes à l'université n'est pas en rupture avec les traditions", explique l'Emiratie Serra Kirdar qui a collaboré au rapport sur les droits des femmes au Moyen-Orient publié en février 2009 par l'ONG Freedomhouse.

Aux possibilités d'études - gratuites - sur place s'ajoutent les opportunités d'emploi. A l'inverse des jeunes hommes, qui trouvent encore (mais de moins en moins) des postes dans l'armée et la police sans diplôme, les jeunes femmes voient dans les études un tremplin vers la vie sociale et une façon

de s'émanciper du giron familial. C'est parce qu'elles savent que les options se multiplient pour elles qu'elles s'engagent avec autant de ferveur dans les études. Face à des gouvernements, comme au Qatar, soucieux de créer une élite, de "renverser la fuite des cerveaux", selon l'expression Abdulla Ben Ali Al-Thani, vice-président de la Qatar Foundation, c'est avec la volonté de prendre les commandes de leur propre pays que les filles s'engouffrent dans les études.

"Les universités sont au coeur de ces processus de saoudisation, qatarisation, émiratisation, etc., confirme James Onley, professeur à l'Institut du monde arabe et islamique de l'université d'Exeter (Royaume-Uni). Les populations de ces pays - à l'exception de l'Arabie saoudite - étant numériquement faibles, ils ont besoin de la participation des femmes." Au point d'ailleurs que les jeunes étrangers - non pas les Indiens ou Philippins, tout en bas de l'échelle, mais les enfants d'expatriés de longue date -, se sentent désormais exclus. "La fonction publique est réservée aux Qataris et le secteur privé exige souvent la nationalité locale", témoigne Amira Redissa, jeune diplômée tunisienne de 23 ans, dont la famille est au Qatar depuis plus de quinze ans.

Les jeunes semblent avoir intériorisé l'ambition proclamée de cette région du monde de revenir un endroit "qui pense", à l'image de ce que furent Beyrouth et Le Caire du temps où ces villes représentaient des centres névralgiques de l'intelligentsia arabe. "Nous avons la volonté de devenir Le centre innovant de la production d'idées et de la formation conceptuelle dans le Moyen-Orient", explique Nada Mourtada, professeur de relations internationales et de droit public, vice-président de l'université de l'université américaine de Sharjah, un des sept émirats de la fédération et aussi une des rares Françaises à faire carrière dans le milieu universitaire local. Ouverte en 1997, l'université de Sharjah a été une des premières implantations d'une institution d'élite dans la région.

Des places sont également à prendre dans le secteur privé, où les jeunes femmes se montrent plus timorées. "Pour les familles, le secteur public représente des postes plus sûrs, avec de bonnes rémunérations et des aménagements d'horaires", explique Me Kirdar, également à la tête de la Fondation Muthabara, qui travaille justement à l'ouverture des entreprises privées aux jeunes femmes.

Ces conquêtes, qui peuvent sembler limitées aux Européennes, ont des effets boomerang dans les sociétés. Si les mariages se font moins précoces, les unions arrangées, qui restent la norme dans le Golfe, se nouent aussi plus difficilement qu'avant. Aux Emirats, on évoque ces "vieilles filles" qui n'arrivent plus à se marier. Au Qatar, la présidente de l'université, Sheikha Al-Misnad, réformatrice à la poigne énergique, s'inquiète du déséquilibre grandissant entre les sexes. "Beaucoup de jeunes filles ne peuvent pas se marier car nous n'avons pas suffisamment d'hommes éduqués", assure-t-elle.

Le temps n'est plus où les jeunes femmes devaient interrompre leurs études pour une grossesse, commente Aisha Al-Fardan. Vice-présidente du Qatari Business Women Forum, cette pionnière d'une quarantaine d'années, mère de quatre enfants, estime avoir été "chanceuse" d'avoir pu faire des études après son mariage "grâce au soutien de son mari". Aujourd'hui à la tête du groupe familial de 2 000 salariés, elle a le sentiment d'avoir "cassé les règles", par exemple en conduisant sans permis, car les femmes n'avaient pas le droit de conduire. C'était "il y a douze, treize ans". Autant dire un siècle.

Brigitte Perucca
<http://www.lemonde.fr/>